

APPEL À NE PAS FINANCER LE PROJET DE TOTALENERGIES EN PAPOUASIE NOUVELLE GUINÉE

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 14 DÉCEMBRE 2023

A destination de:

- Banques privées : Groupe BPCE/Natixis (France), Alfa Bank (Russie), Bank of America (Etats Unis), Bank of China (Chine), Bank of Communications (Chine), BayernLB (Allemagne), CaixaBank (Espagne), Chiba Bank (Japon), China Construction Bank/CCB International Finance (Chine), China Development Bank (Chine), Citibank/Citigroup (Etats Unis), DNB (Norvège), DZ Bank (Allemagne), Hong Kong Mortgage Corporation (Chine), ICBC (Chine), Intesa Sanpaolo (Italie), JPMorgan Chase (Etats Unis), Resona Bank (Japon), Santander (Espagne), Shinkin Central Bank (Japon), Shinsei Bank/SBI (Japon), Standard Chartered (Royaume Uni), UniCredit Group (Italie).
- Institutions financières publiques : Asian Development Bank (ADB), International Development Finance Corporation (Etats Unis), Korea Development Bank, Export Finance Australia, Export-Import Bank of China (Chine), Export-Import Bank of Korea (KEXIM, République de Corée), Italian Export Credit Agency (SACE, Italie), Japan Bank for International Cooperation (JBIC, Japon), KfW IPEX Bank (Allemagne), Korea Trade Insurance Corporation (K-SURE, République de Corée), Nippon Export and Investment Insurance (Japon).

Nos 50 organisations de la société civile de Papouasie Nouvelle Guinée, du Pacifique, de France et d'ailleurs vous demandent de vous engager à ne pas financer ou fournir de soutien financier au projet *Papua LNG*, développé par TotalEnergies avec ExxonMobil, Santos et JX Nippon (1). En effet, nous savons que TotalEnergies cherche actuellement à obtenir des soutiens financiers pour ce projet, avec l'appui du Crédit Agricole, conseiller financier du projet.

Votre banque a financé le projet *PNG LNG* en Papouasie Nouvelle Guinée (2) et/ou un autre projet de Gaz Naturel Liquéfié (GNL) impliquant TotalEnergies dans la région Asie-Pacifique au cours des 6 dernières années (3). Nous vous demandons de cesser de soutenir l'expansion des énergies fossiles, qui est incompatible avec l'objectif mondial de limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a confirmé que les émissions des infrastructures fossiles existantes dépasseront largement le budget carbone restant pour limiter le réchauffement planétaire à moins de 1,5°C (4). Le scénario *Net zero by 2050* de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) indique par ailleurs qu'aucun nouveau projet de production de pétrole ou de gaz, ni aucun nouveau terminal de liquéfaction n'est nécessaire pour répondre aux besoins énergétiques mondiaux (5). Le projet *Papua LNG*, qui comprend 9 puits offshore, une usine de traitement du gaz, 4 trains de liquéfaction électrique et un gazoduc de 320 km, n'est donc pas compatible avec le scénario *Net zero* de l'AIE (6).

En tant que tel, ce projet n'est pas compatible avec les politiques des banques australiennes et françaises BNP Paribas, Commonwealth Bank of Australia, Crédit Mutuel, Société Générale et Westpac, qui ont accordé des prêts à l'infrastructure PNG LNG entre 2010 et 2014 (7), et qui ont depuis adopté des politiques climatiques excluant ce type de projet (8). Afin de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5°C, tous les acteurs

financiers devraient suivre la même logique et cesser de financer l'expansion pétrolière et gazière.

COMMUNIQUÉ

En l'occurrence, les émissions totales du projet *Papua LNG* sont estimées à 220 millions de tonnes d'équivalent CO₂ (MTCO₂e). Au cours de sa durée de vie, ce seul projet émettra autant que la population entière du Bangladesh – 169 millions de personnes – en une année entière (9).

PARIS, LE 14 DÉCEMBRE 2023

De plus, alors que TotalEnergies affirme que ses projets de GNL contribueront à remplacer le charbon par le gaz pour produire de l'électricité, l'impact climatique du GNL peut être aussi important que celui du charbon si l'on prend en compte les émissions de gaz à effet de serre tout au long de la chaîne de valeur. En effet, le gaz fossile est principalement composé de méthane fossile, dont le potentiel de réchauffement est 82,5 fois plus élevé que celui du CO₂ sur une période de 20 ans (10). Il suffit de quelques pour cent de fuites de gaz pour que le gaz devienne un facteur de changement climatique aussi important que le charbon à court terme (11).

Le projet risque également d'avoir de graves répercussions environnementales, sociales et potentiellement économiques en Papouasie Nouvelle Guinée. Le projet serait développé dans la province du Golfe, une province dont les zones côtières sont déjà durement touchées par le dérèglement climatique. L'élévation du niveau de la mer et les tempêtes océaniques ont contraint certaines communautés de la baie d'Orokolo à déplacer leurs habitations à plusieurs reprises (12).

Un projet antérieur développé par ExxonMobil – PNG LNG – fait l'objet d'un grave bilan en matière de violations de droits humains, de violences intra-communautaires, de conflits fonciers et à de promesses non tenues (13). Les consultations avec les communautés affectées dans le cadre du projet *Papua LNG* laissent craindre que leurs droits ne seront pas davantage protégés : les consultations ne sont pas menées avec la transparence nécessaire pour garantir leur consentement libre, informé et préalable (14).

Il n'est donc pas surprenant qu'un conseil de chefs, représentant 600 clans dans la région où le projet *Papua LNG* est développé, ait vivement dénoncé le processus de consultation en septembre dans le *Post Courier*, l'un des journaux les plus importants de la Papouasie Nouvelle Guinée. Selon cet article, ces chefs de clan ont indiqué que la rivière Purari, utilisée par TotalEnergies pour transporter des matériaux vers le site du projet, avait été « fermée par les propriétaires terriens pendant deux semaines » et que les opérations seraient interrompues si le dialogue n'était pas établi (15).

Le projet comporte également des risques financiers considérables. S'il est mis en oeuvre, le projet *Papua LNG* commencera à fonctionner à la fin de 2027 ou en 2028, alors que la demande mondiale de gaz devrait atteindre son maximum avant la fin de la décennie, selon les trois scénarios de l'AIE (16). La date des premiers chargements de GNL du projet coïncide avec une probable offre excédentaire des livraisons mondiales de gaz. En effet, les capacités de liquéfaction devraient augmenter en 2026 et 2027. Les perspectives de baisse des prix sont donc importantes à partir de cette période, avec des risques élevés pour les rendements des investisseurs du projet (17).

En outre, rien ne garantit que le GNL produit par le projet *Papua LNG* sera vendu, car aucun accord de vente et d'achat à long terme n'a été rendu public à ce jour (18). Comme en Europe (19), la surcapacité en GNL peut donc conduire à des actifs échoués et les infrastructures de GNL du projet *Papua LNG* pourraient demeurer inutilisées.

Enfin, la Papouasie Nouvelle Guinée n'a pas besoin de ce projet – dont 95% de la production doit être exportée – même pour ses propres besoins énergétiques et sa transition énergétique durable. Un rapport récent montre que le gouvernement du pays a déjà identifié de nombreux projets qui, s'ils se concrétisaient, augmenteraient considérablement l'accès à l'énergie grâce aux nouvelles énergies renouvelables (20). Le financement nécessaire pour ces projets est estimé à moins de 100 fois le budget du projet *Papua LNG* (21).

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 14 DÉCEMBRE 2023

Pour contribuer à maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5°C, nous vous demandons de mettre fin immédiatement à tous les services financiers directs aux nouveaux projets pétroliers et gaziers en amont et en aval et de conditionner les services financiers généraux aux développeurs pétroliers et gaziers, y compris TotalEnergies, ExxonMobil, JX Nippon et Santos, à leur engagement de ne pas développer de tels projets. **En conséquence, nous vous demandons de vous engager à ne pas soutenir le projet *Papua LNG*.**

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ce sujet important et serions heureux de vous rencontrer, vous et votre équipe, pour en discuter plus avant. Une réponse à cette lettre avant le vendredi 22 décembre serait très appréciée.